

Amis et ennemis à l'époque de l'Anthropocène***

Traduction en français *French translation* by Franck Lemonde
« Différencier amis et ennemis à l'époque de l'Anthropocène » in Didier
Debaise et Isabelle Stengers (sous la direction de) **Gestes spéculatifs**,
Presses du Réel, , 24-41, 2015

Ceux d'entre vous qui ont vu *Gravity*, le film d'Alfonso Cuarón, auront remarqué, j'en suis sûr, que les effets spéciaux d'un blockbuster témoignent d'un changement fondamental de mentalité. Pour l'espèce humaine il n'y a plus d'espace, du moins plus d'occupation durable de l'espace. Autrement dit, il n'y a aucun moyen d'échapper à la Terre. Le personnage principal, Dr Ryan Stone, l'avoue à un moment : « Je hais l'espace », dit-elle en essayant de quitter une station spatiale en ruines pour une autre. Avec encore plus de force qu'*Avatar* de Cameron, les personnages, et les spectateurs à leur tour, réalisent qu'il n'y a plus de Frontière ; plus d'autre moyen de s'en sortir que de revenir sur la Terre. La direction n'est plus vers l'avant, Plus ultra, mais vers l'intérieur, Plus intra, de retour chez soi. Quand Ryan, la seule survivante de l'aventure spatiale, atteint la rive du lac sur laquelle elle a finalement atterri, et qu'elle sert dans sa main une poignée de terre et de boue, elle s'est littéralement métamorphosée de l'humain en Terrien, tandis que le héros américain à l'ancienne, joué de façon plutôt clownesque par son acolyte George Clooney, a disparu à jamais dans l'espace, débris parmi les débris des stations spatiales européennes et chinoises. Dans *Gravity*, un peu comme dans *Melancholia* de von Trier, nous assistons à la destruction méthodique de la vieille conception galiléenne de la Terre considérée comme un corps parmi d'autres corps dans l'espace. Nous sommes contraints de tourner nos regards vers Gaïa la sublunaire, qui a été transformée si profondément par l'action humaine qu'elle est entrée dans

*** Le texte de cette conférence « Telling friends from foes in the time of the Anthropocene », a été publié in Clive Hamilton, Christophe Bonneuil & François Gemenne (editors) . **The Anthropocene and the Social Sciences**. Routledge p.145-155 et a été traduite par Franck Lemonde.

une nouvelle période, que des géologues-philosophes proposent d'appeler Anthropocène.

Malgré ses écueils (Bonneuil et Fressoz 2013), le concept d'Anthropocène présente l'intérêt incontestable, si on l'utilise prudemment, d'éviter le danger de la naturalisation tout en garantissant que l'ancien domaine du social, ou de « l'humain », soit repensé comme le domaine des Terriens ou des Terrestres. Comme la langue d'Esopé, il peut donner le pire : le va-et-vient entre, d'un côté, la « construction sociale de la nature » et, de l'autre, la conception réductionniste des humains faits de carbone et d'eau, forces géologiques parmi d'autres forces géologiques, ou plutôt de la boue et de la poussière sur de la boue et de la poussière. Mais il peut aussi diriger notre attention vers la fin de ce que Whitehead a appelé « la bifurcation de la nature » (Whitehead 1920) ou l'abandon définitif de cette séparation entre la Nature et l'Humain qui a paralysé la science et la politique depuis les débuts du modernisme.

Le verdict n'a pas encore été rendu au sujet de la viabilité de ce concept d'Anthropocène (sa demi-vie pourrait être bien plus courte que ce que je pense). Aujourd'hui, néanmoins, il est notre meilleure alternative à la notion de modernisation. Comme pour le concept de Gaïa, le risque de nous servir d'une notion aussi incertaine vaut d'être couru. Les rêves que l'on pouvait caresser à l'époque de l'Holocène ne peuvent être maintenus à l'époque de l'Anthropocène. Ce que nous pouvons dire de ces vieux rêves de voyage spatial, ce n'est pas : « Oh, ça fait tellement 20e siècle ! » mais plutôt « Oh, ça fait tellement Holocène ! » En ce sens, l'utilité de ce terme hybride composé de géologie, de philosophie, de théologie et de science sociale est celle d'une sonnette d'alarme. Mon objectif ici est d'examiner dans quelle sorte de temps et dans quelle sorte d'espace nous nous trouvons, une fois admise l'idée que nous vivons dans l'Anthropocène.

Mais, tout comme pour le docteur Ryan Stone, le problème est qu'il est difficile pour ceux qui ont été modernes (ou plutôt pour ceux qui n'ont jamais été moderne) de revenir sur Terre ! Tout comme Dr Ryan, la pesanteur leur manque et ils manquent de pesanteur... Notamment parce que la plupart de nos ressources pour repérer où nous sommes, où nous nous dirigeons et ce que nous devons faire ont été établies par une division du travail entre la science et la politique – ce que j'ai appelé la Constitution non-écrite (Latour 2014). Or, cette Constitution est totalement inadaptée pour gérer les conflits que nous devons traverser. En fait, elle est tellement inadaptée que même la notion de conflit, ou plutôt, pour appeler un chat un chat, l'état de guerre qui est le trait caractéristique de l'Anthropocène est constamment minimisé et euphémisé. Le premier intérêt du mot « Anthropocène » est de signaler la forme nouvelle que devrait prendre tant la science que la politique.

Le faux débat sur la climatologie est un bon indicateur de cette forme nouvelle. D'un côté, il n'y a absolument pas de débat, et nulle question d'histoire naturelle n'a été mieux réglée que l'origine anthropique du changement climatique. Avec le dernier rapport du GIEC, il semblerait que toutes les nations se préparent (ou plutôt justement ne se préparent pas !) à l'idée d'un monde plus chaud de 4°C (pour prendre le scénario optimiste !). Et pourtant, il ne sert à rien de répéter à tort et à travers qu'« il n'y a plus de discussion possible ». Aussi artificielle que soit la pseudo-controverse menée par les climato-sceptiques (Oreskes & Conway 2012), il reste que pour une grande partie de la population, il y a une controverse, dont nous pouvons percevoir l'effet tous les jours par l'inertie totale – le terme de « quiétisme » serait sans doute, à défaut, plus rassurant – des gouvernements aussi bien que des sociétés civiles qui sont censées exercer une pression sur leurs mandataires élus.

Vous ne trouverez aucune librairie en France qui mettrait côte-à-côte un livre de Claude Lanzmann sur la Shoah et le livre d'un négationniste patenté comme Faurisson. Il y a quelques jours, cependant, mon ami Clive Hamilton a pu voir avec effroi son livre *Requiem pour l'espèce humaine* (Hamilton 2013) au côté d'un des derniers pamphlets (Gervais 2013) d'un négateur du climat, *L'innocence du carbone* (titre étonnant, j'y reviendrai). Et le pire est que Clive aurait semblé injuste et dogmatique s'il avait pris à partie le responsable pour avoir assuré un équilibre aussi absurde et scandaleux. S'il avait protesté, il est certain que le responsable aurait répondu qu'il s'agit d'un « débat rationnel », et que les « deux camps » doivent être entendus. Il y a une loi (en France) contre Faurisson ; pas contre le négationnisme du climat.

Et c'est un des problèmes qui paralyse la politique dans l'Anthropocène. Ce n'est pas un débat rationnel. Ou plutôt, c'est un débat dans lequel les climatologues du GIEC qui auraient été considérés comme rationnels dans une autre époque (pour ne pas dire un autre climat) sont rendus impuissants. Ils sont dépeints comme irrationnels par ceux qui utilisent le pouvoir de la raison et qui en appellent à la liberté de la recherche scientifique pour polluer non seulement l'atmosphère mais aussi l'espace public, pour reprendre l'expression de James Hoggan (Hoggan 2009). Pourquoi ? Parce que les deux camps – et c'est ce qu'entraîne l'idée qu'il y a deux camps – ont recours au même répertoire, un répertoire qui oppose science et politique.

Ce répertoire est composé de deux parties. D'abord, les deux camps postulent que la Science s'occupe de faits de nature distants et dépassionnés tandis que la politique s'occupe d'idéologie, de passions et d'intérêts, dont l'intrusion dans la Science ne peut rien faire d'autre que distordre les faits bruts. Deuxièmement, les deux camps admettent que la politique doit suivre l'expertise scientifique et que nous ne pouvons prendre des décisions basées sur une science incertaine. Première étape : la science s'occupe de faits

irréfutables et indiscutables ; deuxième étape : la politique suit la science. La difficulté est que ce répertoire (infirmé par cinquante ans d'études de cas historiques) est également partagé par le grand public. Cela veut dire que si un lobbyiste quelconque, payé par l'industrie minière ou pétrolière, ou je ne sais quel physicien, muni de sa version préférée de ce que les lois de la nature lui suggèrent, parviennent à introduire le moindre doute dans l'expertise, tout le processus politique s'arrête. Puisque c'est ce que croient tous les hommes politiques et tous les curieux, et puisque c'est aussi la façon dont les émissions de télévision organisent les débats, comme si elles étaient des juges au tribunal, il est extraordinairement facile de faire émerger deux camps même quand il n'y en a qu'un.

Pour rendre à César ce qui est à César, on devrait appeler cela la « stratégie de Luntz », par référence au conseil tristement célèbre de Frank Luntz au Parti Républicain : « Si le public en vient à croire que les problèmes scientifiques sont réglés, leur conception du réchauffement climatique changera en conséquence. C'est pourquoi il faut continuer à faire du manque de certitude scientifique un problème fondamental »¹. Son succès en dit long sur les sommes d'argent dépensées pour soutenir les négateurs du climat mais il révèle également la fragilité du système immunologique de ceux qui recourent au répertoire opposant science et politique. Il apparaît que le virus le plus léger est suffisant pour les faire douter et stopper net la politique. A cause de cette étrange (quoique très répandue) conception de la science, il n'y a aucun moyen d'immuniser le public contre cette forme infectieuse de « scepticisme » - magnifique vertu qui a été fort insidieusement dévoyée.

Bien sûr, ce serait formidable si l'on pouvait espérer, qu'à force de discussions rationnelles, au bout d'un certain temps, grâce aux nombreux débats publics sur le sujet, les deux camps finissent par ne faire plus qu'un. Le dossier scientifique serait réglé ; maintenant on pourrait passer à la politique. Le terme apparemment inoffensif de « scepticisme », si intensément utilisé par les négateurs, semblerait mener dans cette direction. Ouvrons donc un « débat équitable et équilibré », comme on dit sur Fox News. Mais il n'y a pas la moindre probabilité que cet accord survienne, puisque le succès des négateurs n'est pas de l'emporter dans la discussion, mais simplement de faire en sorte que le reste du public soit convaincu qu'il y a une discussion. Comment ces pauvres climatologues démunis pourraient-ils jamais l'emporter dans ce tribunal fantoche où l'enjeu n'est pas de rendre un verdict (de toute façon, le verdict a déjà été rendu par le rapport du

¹ In a 2002 memo to President George W. Bush titled "The Environment: A Cleaner, Safer, Healthier America", obtained by the Environmental Working Group (Wikipedia page on Luntz, accessed 4 July 2014).

GIEC). La nouvelle discipline de « l'agnostologie », pour reprendre l'expression de James Proctor (Proctor et Schiebinger 2012), est cette production volontaire d'ignorance qui a merveilleusement fonctionné pour les cigarettes aussi bien que pour l'amiante, et, avec plus de résistance, pour les camps d'extermination. Elle fonctionnera encore mieux, et encore plus longtemps, pour la climatologie, pour une raison supplémentaire : elle concerne la vie quotidienne de milliards de gens. La probabilité de trouver un accord est nulle. Mais attendre l'accord avant de concevoir une stratégie n'est pas non plus une solution.

C'est là le talon d'Achille de la stratégie de Mr Luntz. Non pas d'essayer de trouver un accord par un débat raisonnable – le débat a eu lieu et les dés sont pipés tant que l'on fait comme s'il y avait deux camps – mais en opposant le répertoire opposant science et politique à un répertoire alternatif beaucoup plus raisonnable et dans l'ensemble beaucoup plus rationnel. Il y a deux camps, c'est vrai, mais ils n'opposent pas les climatologues et les négateurs du climat. Il y a deux camps, qui opposent ceux qui s'en tiennent à une version opposant science et politique et ceux qui ont compris que cette ancienne *épistémologie politique* (pour l'appeler par son nom (Latour 1999)) est ce qui affaiblit à la fois la politique et la science quand les problèmes en jeu sont trop grands, et concernent trop de gens directement affectés par leurs décisions. C'est là qu'il y a une distinction réelle entre une solution pour l'Holocène et une solution pour l'Anthropocène. Ce qui pourrait avoir été bon pour les Humains (et je doute que cela fut jamais le cas) n'a plus aucun sens pour les Terriens...

La grande limite de l'ancienne solution était de rendre impossible toute connexion de la science avec la politique. Pour ce faire, à l'évidence, il faut abandonner l'idée que la politique n'est bonne qu'à distordre les faits ! Bien que cette version de la politique soit aussi ancienne que le combat de Socrate contre Calliclès, elle bat en brèche tout ce que nous attendons de la politique : construire une stratégie collective sur un sol ou un terrain précisément défini, ou du moins plus précisément et plus extensivement, une stratégie qui a une Terre sous les pieds, pour ainsi dire. La politique a de la pesanteur quand elle a un territoire à défendre.

Mais il faudrait également abandonner l'idée que la science traite de faits irréfutables et indiscutables. La science, toujours avec un *esse* minuscule, consiste à produire, par les institutions de nombreuses disciplines et la manipulation de nombreux instruments, un accès solide aux multiples entités avec lesquelles nous devons composer. De ce point de vue, la science et la politique sont toutes deux des activités prosaïques, plutôt discrètes, fragiles et terre-à-terre, ouvertes au doute, à la révision et sujettes à l'erreur dès lors que leurs opérations délicates ne sont pas constamment soutenues.

Comme je l'ai montré dans *Politique de la nature* (Latour 1999), la seule chose qu'elles ne peuvent pas se permettre est de travailler *séparément*. Leurs compétences sont évidemment et heureusement totalement distinctes, mais elles doivent s'appliquer aux *mêmes entités* nouvelles dont elles doivent

apprendre en commun à domestiquer la nouveauté. Sans les instruments de la science, le corps politique ne saura jamais combien d'entités étranges elle doit prendre en compte ; sans la politique, ce même corps politique ne saura jamais comment disposer, ordonner et classer cette quantité vertigineuse de puissances d'agir avec lesquelles il doit composer progressivement un monde commun – ce qui est la définition que j'ai proposée de la politique-avec-la-science. Le grand paradoxe des Modernes est de s'être octroyé, pour la distinction absolue de la Science et de la Politique, la tâche de maintenir les faits et les valeurs aussi clairement séparés que possible. Malheureusement, l'opposition de bon sens entre les faits et les valeurs est tout sauf de bon sens, puisque la notion de « faits » recouvre ce qui est encore incertain tout autant que ce qui est indiscutable (ce qui suscite la perplexité et ce qui a été correctement institué), tandis que la notion de « valeurs » est censée désigner qui doit organiser la discussion ainsi que l'ordre dans lequel tous les objets des valeurs doivent être ordonnés (ce qui requiert une consultation ainsi ce qui demande à être rangés selon une certaine hiérarchie). A l'évidence il y a une différence, mais elle va dans une direction orthogonale à la distinction désastreuse entre faits et valeurs : elle devrait amener la science et la politique (et bien d'autres métiers) à s'intéresser aux deux tâches essentielles : définir combien d'entités doivent être prises en compte (autrement dit la perplexité et la consultation) ; et comment elles peuvent cohabiter de façon vivable (autrement dit la hiérarchie et l'institution).

Il y a peut-être une chose réconfortante à dire au sujet de l'Anthropocène. Il a rendu manifeste que l'ancienne solution devenait inopérante dès que les problèmes devenaient trop délicats ou concernaient trop de gens. L'ancienne solution ne fonctionnait – si tant est qu'elle ait jamais fonctionné – que dans l'air raréfié de l'espace, pour des problèmes lointains qui n'intéressaient que quelques personnes et qui avaient des conséquences indirectes et distantes. Cette ancienne solution ne peut pas fonctionner pour ce qui nous concerne à l'époque présente – ou pire, pour ce qui nous concernait dans le passé – dans laquelle le décor et la scène de l'histoire se sont fondus. Voilà précisément ce que le mot Anthropocène souligne si bien. Quand l'action modifie le cadre même dans lequel l'histoire est censée se déployer, l'idée de faits distants, désintéressés devient moins pertinente que celle de *matters of concern* âprement discutés.

§

Le passage d'une « science-hors-politique » à une « science-avec-politique » n'est évidemment pas sans danger. Au premier regard, les négateurs du climat auront beau jeu de proclamer que leurs adversaires ont finalement avoué ce qu'eux, les négateurs, ont toujours dit : « La climatologie, c'est de la politique ». À quoi la seule réponse raisonnable est : « Oui, bien sûr, qu'est ce que vous croyez ? Et vous, que faites vous d'autre ? » Après une minute d'hésitation à cause de la perte de l'ancienne solution – il n'est pas facile de perdre confiance dans la ligne Maginot de l'opposition faits/valeurs ! – ceux qui combattent les négateurs doivent rapidement

comprendre comment redessiner les lignes du conflit. Non pas entre les deux camps d'un débat épistémologique (d'un côté, la climatologie et de l'autre les climato-sceptiques), mais entre deux camps – et bientôt plus de deux – munis d'une conception totalement différente de ce que l'on peut attendre de la science comme de la politique. Il n'y a pas de conflit entre la science et la politique. Mais il y a un conflit entre deux épistémologies radicalement opposées, chacune ayant sa propre définition de ce que sont la politique et la science, et de la façon dont elles pourraient collaborer.

Bien sûr, il y aurait bien des raisons d'imiter ce que les féministes appellent « l'essentialisme stratégique » et de recourir, quand c'est nécessaire, à une forme de « positivisme stratégique » comme si nous pouvions confier à une climatologie bien établie la fonction de fondement irréfutable pour une stratégie. Mais même si cette stratégie pouvait réussir (et la faible réaction au dernier rapport du GIEC indique qu'elle a échoué, comme toutes les tentatives antérieures pour « convaincre » le public), elle ne résoudrait pas le problème, parce qu'elle resterait un gain pédagogique – non pas un gain politique. Il y aurait plus de gens informés, assurément, ce qui est toujours bon, mais ils ne seraient pas émus le moins du monde par le fait d'être informés. C'est que nous n'avons pas affaire ici à des *matters of fact* indiscutables, mais à des *matters of concern* qui doivent être discutés. Il ne s'agit pas seulement de prendre connaissance d'une « vérité qui dérange » mais d'être tellement dérangé par l'urgence des problèmes, que l'on se mette à défendre le sol même où chacun doit apprendre à résider.

Il devrait maintenant être clair que des expressions comme « l'innocence du carbone » ou « vérités qui dérangent » enjambent la distinction entre faits et valeurs. Comment pourrait-il en aller autrement puisqu'il s'agit ici de conflits qui mettent aux prises différentes définitions du territoire en lutte pour la domination ? Comment, je vous le demande, défendre son territoire calmement et impassiblement quand on est attaqué ? Le seul résultat de l'ancienne solution du fait-hors-politique est que, dans un tel conflit, un camp se bat avec toutes les forces à sa disposition tandis que l'autre camp, celui des climatologues rationnels et raisonnables, doit se battre avec les mains liées derrière le dos par l'injonction selon laquelle ce sont eux, et eux seuls, qui doivent protéger la sainteté de la Science (avec un grand S) contre tout empiètement de l'idéologie et de l'intérêt.

Jadis, une telle épistémologie politique alternative aurait pu avoir un léger goût de « relativisme ». Mais aujourd'hui il apparaît bien mieux que, quand les adversaires prennent les armes et mentionnent les « guerres des sciences », il est plus juste, et, encore une fois, plus rationnel de dire : « Pas une guerre des sciences, mais assurément une guerre des mondes. » Ou plutôt une guerre pour l'occupation, la définition et la composition de ce que peut être le monde, du moins cette planète sublunaire, Gaïa. Comment pourrions-nous être d'accord sur cette composition puisque, en fonction de la réponse, chacun de nous doit littéralement *changer de place* ? Comment pourrions-nous résoudre le problème quand, en fonction de la réponse, nous

changeons d'alliés et d'ennemis ? Paradoxalement, les capitalistes semblent mieux savoir ce que signifie saisir, posséder et défendre un territoire que leurs adversaires sans espace qui doivent défendre la Science et son Point-de-Vue-de-Nulle-Part pour des habitants sans lieu. Au moins, ils savent mieux à quel sol ils appartiennent que ceux qui ne cessent de se défendre en faisant appel à l'autorité extraterritoriale de la Science. Vous souvenez-vous du cri de guerre des partisans de Bush : « Les Américains viennent de Mars, les Européens de Vénus » ? Eh bien, il semble que ces nations définies par la tradition ne viennent ni de Mars ni de Vénus, mais que certaines d'entre eux viennent d'une Terre qui a une forme spécifique et que d'autres viennent d'une autre Terre, ou, peut-être, d'un territoire sans territoire appelé « utopie », l'utopie que les Modernes ont imaginée comme leur unique avenir (Danowski et de Castro 2014). Un avenir qui aujourd'hui semble avoir plus d'un trait commun avec les stations spatiales en ruines dont Ryan Stone essaye de s'échapper dans *Gravity*.

§

En plus du « positivisme stratégique », il y a heureusement une autre ressource que nous pourrions utiliser pour clarifier les conflits que nous devons affronter en vivant dans l'Anthropocène. Il n'est pas vrai que le grand public, celui qui est si facilement contaminé par l'infection virale de Luntz (métaphore dangereuse, je l'accorde), soit muni du seul répertoire opposant science et politique. La majorité est composée de gens ordinaires qui agissent la plupart du temps dans un univers constitué de faits incertains qui les concernent grandement. Avant d'investir dans une entreprise, de faire des enfants ou de souscrire une assurance de voyage, ils n'attendent pas des preuves totalement irréfutables pour ensuite passer à l'action. S'il y a une chose que tous les gens peuvent comprendre, c'est que, dès que leur vie est inquiétée, dès que le territoire sur lequel ils vivent est menacé, dès qu'ils sont attaqués par d'autres gens qui veulent leur place, leur terre, le sol qui leur est si cher, ce que l'on appelait jadis leur « Mère Patrie », ils n'attendent certainement pas l'accord des experts. Ils ont besoin d'identifier rapidement ceux sur qui ils peuvent compter et ceux – comment les appeler autrement ? – qui risquent de les trahir. Prendre des décisions parmi des témoignages contradictoires sur des problèmes urgents, cette attitude est commune aux scientifiques, aux hommes politiques et au commun des mortels. Cette attitude de bon sens prend toute sa mesure quand le territoire est menacé. Ce qu'on appelle mobilisation peut être inquiétant, préoccupant, dangereux, source de conséquences mal définies, mais une chose est sûre : en cas de guerre, l'attitude n'est pas de complaisance, d'apaisement et de délégation à des experts.

Il est étrange que des militants ainsi que des « scientifiques concernés » (selon l'expression issue des mobilisations pour éviter l'holocauste nucléaire) aient pu simultanément se plaindre du manque de mobilisation du public et de leurs représentants élus, tout en essayant d'euphémiser le conflit en évitant pudiquement le mot « guerre ». Leurs adversaires n'ont pas

de tels scrupules. Pour eux, il s'agit d'une violente prise de territoire : le territoire est le leur et ils s'y accrochent fermement. Qu'ils essayent de se cacher derrière le manteau de la Science n'est qu'un simple stratagème (ce sont eux, en fait, qui jouent la carte du positivisme stratégique ! Et ils le font à l'excès). Nous ne devons pas être surpris par cet appel à la Science. Que « *Gott mit uns* » ait toujours été brodé sur les drapeaux des anciennes forces armées n'implique pas que Dieu ait jamais été aux côtés d'un des belligérants. Même s'il peut être dangereux de parler de guerre – quand on est en paix – il est encore plus dangereux de nier qu'il y ait une guerre quand on est attaqué (Klein 2015). Les conciliateurs finiraient par être les négateurs – non pas en niant la climatologie, en l'occurrence – mais en niant qu'il y ait une guerre pour la définition et le contrôle du monde que nous habitons collectivement.

Il faut s'y faire : il y a bel et bien une guerre pour la définition et le contrôle de la Terre : une guerre qui met aux prises – pour dramatiser un peu – les Humains qui vivent dans l'Holocène contre les Terriens qui vivent dans l'Anthropocène. Ce que j'estime éclairant dans cette reconnaissance d'un état de belligérance, c'est qu'elle permet aux diverses forces en présence de se regrouper « sous leurs propres couleurs » (pour reprendre l'expression de Walter Lippmann (Lippmann 2008)) et non sous la bannière de « *Gott* » ou plutôt « *Natur Mit Uns* ». Si vous croisez des climato-sceptiques qui ont le toupet d'appeler le GIEC « un lobby », il serait bien plus efficace de répondre : « Bien sûr que c'est un lobby. Maintenant voyons combien vous êtes, d'où vient votre argent. Et puisque nous y sommes, puisque vous nous accusez d'être biaisés par une 'idéologie', mettons cartes sur table : dans quel monde vivez-vous, avec quelles ressources, pour combien de temps, quel avenir envisagez-vous pour vos enfants, quelle sorte d'éducation voulez-vous leur donner, dans quel paysage voulez-vous qu'ils vivent ? » Et, petit à petit, on réintroduit l'ensemble bigarré des relations de pouvoir qui manquent si manifestement dans la notion commune de l'Anthropocène. Une telle contre-attaque est exactement le contraire d'un repli derrière la ligne Maginot de la Science polluée par la politique.

Bien sûr, cette géo-graphie, ou plutôt cette Gaia-graphie requiert une description des lignes de front. Pour faire un tel tracé, nous avons besoins de toutes les ressources de toutes les disciplines, qu'elles soient sociales ou naturelles. « S'il vous plaît, précisez ce que vous défendez, quelle valeur vous accordez au territoire, avec quels autres organismes, quelle sorte de sol, quelle sorte de paysage, quelle sorte d'industrie, quelle sorte de commerce vous voulez voir survivre. » Par exemple, mettons aux prises le « carbone innocent » et la « démocratie du carbone » (titre du livre fondamental de Timothy Mitchell (Mitchell 2013)) puisque tous deux enjambent la distinction fait-valeur. Dans les deux versions, le carbone ne joue pas le même rôle, ne reçoit pas les mêmes qualifications, n'a pas les mêmes propriétés. Très bien. Cela n'indique pas la moindre distorsion des faits scientifiques. Cela veut dire qu'il y a diverses façons de rassembler le carbone

dans un mot commun. Si les mêmes atomes peuvent composer des matériaux aussi différents que le graphite et le diamant, devons-nous être surpris que ce même carbone ait une autre structure et d'autres vertus, c'est-à-dire d'autres puissances d'agir, dans les mains d'un négateur du climat que dans celles d'un historien du Moyen-Orient (Loeve & Bensaude-Vincent 2015) ? « L'innocence » et la « faute » sont des propriétés des atomes qui dépendent très exactement et très littéralement de leur *composition*.

Toutes ces connections, que John Tresch appelle « cosmogrammes » (Tresch 2012), ne peuvent être explicitées que si l'on ne les rompt pas en suivant la faille séparant la science de la politique. Bien sûr, une telle géopolitique ou plutôt une telle Gaia-politique, ne correspond pas aux vieilles cartes colorées sur lesquelles tant de guerres ont été suivies (Elden 2014). Les frontières sont difficiles à discerner, mais cela ne veut pas dire qu'il ne s'agit pas de territoires, que ces nouvelles cartes ne doivent pas être dessinées et qu'il ne s'agit pas de conflits. Comment pouvons-nous introduire le concept d'Anthropocène et ne pas en tirer les conséquences en termes de politique de la Terre ? Les mines, les fleuves, la pollution, les océans, les poissons, les oiseaux, les insectes, les nuages, la pluie et les inondations, tout le monde est là.

Qu'est-ce qu'un territoire sinon ce sans quoi on ne peut pas vivre (Lussault 2013) ? Eh bien, faites la liste de tous ces êtres, de toutes ces puissances d'agir dont vous prétendez pouvoir vous passer. Nous ferons la nôtre. Puis nous dessinerons les territoires qui sont attaqués, ceux qu'il vaut la peine de défendre, ceux qui peuvent être abandonnés. Une fois que ce sera fait, nous pourrons comparer nos chances de gains et de pertes. Puisque les appels à la Nature connue par la Science et ses Lois – l'ancien État de Nature – n'apportent pas la paix même dans le cas d'un fait aussi têtue que celui de l'origine anthropique du changement climatique, alors nous devons accepter de vivre dans un état de guerre déclaré. Et de toute façon, nos opposants sont plus au fait de ce qui est en jeu, et mieux versés dans ce que veulent dire les mots « possession » et « défense de ses possessions ». Eux, ils sont mobilisés depuis longtemps.

§

Le véritable intérêt d'explicitier l'état de guerre au lieu de le laisser dans l'ombre est que ce pourrait être le seul moyen d'envisager la paix. Non pas une paix *pédagogique* obtenue par le vieux répertoire science-versus-politique ; comme si nous pouvions commencer à parler stratégie une fois que nous avons tous appris les sciences naturelles, de telle sorte que nous nous accordons nécessairement les uns avec les autres sur ce qui constitue le monde. Mais bien plutôt une paix *politique*. Une paix négociée par les camps qui, ayant épuisé toutes les autres options, et sachant que ni le « Dieu » ni la « Nature » brodé sur leurs bannières ne sont vraiment derrière eux, recherchent un accord comme s'il n'y avait pas d'arbitre en surplomb. La

principale différence entre les deux formes de paix est que la paix pédagogique vient *avant* toute guerre. Alors la guerre est simplement l'erreur irrationnelle de ceux qui n'ont pas compris les lois de la nature ou de l'économie ; la paix sera rétablie quand tout le monde aura appris la vérité sur les choses et comment elles ont toujours été ainsi. La paix pédagogique est comparable à une intervention de police ou à ce qu'on appelle aujourd'hui « gouvernance » (Schmitt 1963). En revanche, la paix politique vient *après* que la guerre a épuisé les belligérants qui finissent par composer ce qui s'appelle exactement un *modus vivendi*, c'est-à-dire un ensemble enchevêtré d'arrangements rudimentaires pour survivre.

C'est parce que la paix politique n'est pas dictée par ce qui est déjà là mais par ce qui devrait être progressivement réalisé, qu'il n'est plus question de la remettre à plus tard. Toujours remettre à plus tard fait partie du rêve des Modernes. En fait, c'est leur définition de l'avenir. Un avenir qui ne consiste en rien d'autre qu'à fuir le passé et à avoir « les yeux grand fermés » sur ce qui vient (Fressoz 2012). C'est là que le concept d'Anthropocène se rattache non seulement à une philosophie des sciences – le répertoire la politique-avec-la-science au lieu de la politique-hors-science—, non seulement à une définition du fond de carte sur laquelle la limite des états-nations se dessinent, mais également une Gaia-politique qui doit apprendre à dessiner les territoires en lutte. Mais il y a aussi, dans cette définition, un aspect théologique : l'Anthropocène se rattache à une autre conception du temps, aussi différent du temps moderniste que son enracinement spatial. Cette inclusion de la théologie dans l'écologie s'exprime de bien des manières, de la version la plus laïque proposée par Jean-Pierre Dupuy – le « catastrophisme éclairé » (Dupuy 2003) – à la version plus spirituelle proposée par Michael Northcott (Northcott 2013) – que j'ai appelée une « théologie du carbone » — reprenant ainsi les préoccupations de ce maître de l'apocalypse Gunther Anders (2007) !

Ce qu'elles ont en commun, c'est que, de la même façon qu'elles proposent une carte des territoires différente pour chaque force en présence, elles proposent un autre rythme temporel pour l'action. L'action ne peut être remise à plus tard parce que le temps ne s'écoule pas du présent vers l'avenir – comme si nous devions choisir entre deux scénarios, en espérant le meilleur – mais comme si le temps s'écoulait de ce qui vient (« l'avenir », en français, n'est justement pas « le futur ») vers le présent. Ce qui est une autre façon de considérer le temps dans lequel nous vivons comme « apocalyptique ». Non pas dans le sens du catastrophique (quoiqu'il puisse l'être également), mais dans le sens de la révélation d'une réalité qui vient vers nous. Cette étrange situation de vivre « à la fin des temps » dans un autre type d'espérance, l'espérance qui fut placée parmi les trois vertus théologiques, et que le français, ici encore plus riche que l'anglais (qui ne connaît que *hope*), distingue clairement de « l'espoir ». Clive Hamilton nous a sagement conseillé de nous délester de cet « espoir », parce que, tant que nous nous appuyons sur l'espoir, nous nous attendons toujours à échapper aux

conséquences de notre action (Hamilton 2013). C'est seulement quand nous aurons radicalement changé notre relation au temps – ce qui s'appelle vivre dans des « temps apocalyptiques » – que nous pourrions être incité à l'action sans la retarder (Anders 2007).

§

Les historiens de l'écologie ont raison de dire qu'il n'y a probablement rien d'absolument nouveau dans le concept d'Anthropocène puisque les conflits autour des territoires et de leurs ressources sont aussi anciens que l'espèce humaine, et puisque les avertissements autour des conséquences de ces « prises de territoires » sur l'environnement sont aussi anciens que la Révolution Industrielle (Bonneuil et Jouvancourt 2014). Ce que je tiens pour vraiment nouveau dans cette catégorie d'Anthropocène (en plus de la collaboration inhabituelle entre la géologie, l'histoire – ou plutôt la géohistoire – la politique et la philosophie) est qu'elle modifie simultanément les cadres spatiaux et les cadres temporels dans lesquels l'action est située ; et plus encore, que ce cadre a modifié les deux grands piliers sur lesquels la métaphysique de la Science s'est établie depuis la « bifurcation de la nature », pour reprendre la fameuse description de Whitehead.

Comme il est étrange que les Modernes aient pu imaginer que leur matérialité pouvait être faite de points atomiques sans extension spatiale et d'instant sans durée. C'est cette définition idéaliste au plus haut point qui est en train de montrer son caractère utopique et toxique aujourd'hui (Haraway, ce volume). C'est cette étrange conception qui a été si constamment en porte-à-faux avec l'expérience de l'espace et du temps. C'est cette conception qui a repoussé chaque protestation pour être « localisé et dans le temps », comme un simple désir de subjectivité, de poésie, ou de religion. Au point que le rêve moderniste peut être défini comme un combat constant pour remplacer l'espace et le temps « subjectif » par une conception vraiment rationnelle d'un espace qui n'appartient à aucun espace et d'un temps fait d'instant intemporels. Il est juste de dire que la civilisation a été un long combat, qui s'est globalement soldé par un échec, de résistance, pour de bonnes et mauvaises raisons, à une telle définition de la frontière de la modernisation. Eh bien, maintenant, par un renversement totalement inattendu des positions respectives de chaque champ d'investigation, les diverses disciplines d'histoire naturelle en appellent à un retour aux conditions spatiales de la Terre et à une prise de conscience aigüe de ce que, en un certain sens, « les temps sont accomplis ». Gaia n'est pas la nature ; et elle n'est pas non plus un corps politique. Les savants ont bien d'autres combats à mener. Ils se découvrent des amis et des ennemis totalement différents. Et c'est notre lot à tous. Il n'y a plus de frontière de la modernisation. En revanche, il y a tant de nouvelles lignes de conflit qu'une Gaia-politique (par opposition à la géopolitique) totalement nouvelle est en

train de redessiner toutes les cartes (Stengers 2009). Ainsi, en mêlant à nouveaux frais tous les ingrédients de ce qui constituait jadis les domaines distincts de la subjectivité et de l'objectivité, la notion même d'Anthropocène est sans doute une prodigieuse source de confusion – mais une source bénéfique. Comme le retour du Dr Ryan Stone, notre retour collectif sur Terre est plutôt traumatisant. Mais au moins nous savons où nous sommes et contre quoi nous devons nous battre. Ah ! N'étions-nous pas censés le savoir depuis longtemps ? « *Memento, homo, quia pulvis es, et in pulverem reverteris* ». « *Souviens-toi, homme, que tu es poussière, et que tu redeviendras poussière.* »

Bibliographie

- Anders G 2007 *Le temps de la fin* Editions de l'Herne, Paris
- Bonneuil C and Fressoz J-B 2013 *L'évènement anthropocène : La Terre, l'histoire et nous* Le Seuil, Paris
- Bonneuil C and Jouvancourt P D 2014 *En finir avec l'épopée. Récit, géopouvoir et sujets de l'anthropocène* in Hache E ed *De l'univers clos au monde infini (textes réunis et présentés)* Editions Dehors, Paris
- Danowski D and Castro E V D 2014 *L'arrêt de monde* in Hache E ed *De l'univers clos au monde infini (textes réunis et présentés)* Editions Dehors, Paris
- Dupuy J P 2003 *Pour un catastrophisme éclairé : Quand l'impossible est certain* Le Seuil, Paris
- Elden S 2014 *The Birth of Territory* University of Chicago Press, Chicago
- Gervais F 2013 *L'innocence du carbone* Albin-Michel, Paris
- Fressoz, J. B. 2012 *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris: Le Seuil.
- Haraway D.
- Hamilton C 2013 *Requiem pour l'espèce humaine* (traduit par Jacques Treiner et Françoise Gicquet) Presses de Sciences Po, Paris
- Hoggan J 2009 *Climate Cover-Up: The Crusade to Deny Global Warming* Greystone Books, Vancouver
- Klein, N. 2015 *Tout peut changer* (traduction par xx), Arles: Actes Sud.
- Latour, B. 1999 *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris: La Découverte.
- Lippmann, W. 2008 *Le Public fantôme* (traduction par Laurence Décréau avec une introduction de Bruno Latour), Paris: Demopolis.
- Lussault, M. 2013 *L'avènement du monde. Essai sur l'habitation humaine de la Terre*, Paris: Le Seuil.
- Mitchell, T. 2013 *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole* (traduit par Christophe Jacquet), Paris: La Découverte.
- Northcott M S 2013 *A Political Theology of Climate Change* Eerdmans Publishing, Grand Rapids, Michigan
- Oreskes, N. and Conway, E. M. 2012 *Les marchands de doute* (traduction Jacques Treiner), Paris: Le Pommier.
- Proctor, R. N. 2012 *Golden Holocaust: Origins of the Cigarette Catastrophe and the Case for Abolition*, Berkeley: The University of California Press.
- Stengers I 2009 *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient* Les Empêcheurs, Paris
- Schmitt, C. 1972[1963] *La notion de politique suivi de Théorie du partisan*, Paris: Calmann-Lévy.
- Stengers, I. 2009 *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris: Les Empêcheurs.

Tresch J 2012 *The Romantic Machine: Utopian Science and Technology after Napoleon*, University of Chicago Press, Chicago
Whitehead, A.-N. 1998[1920] *Le concept de nature*, Paris: Vrin.